

Déclaration préalable CDEN du 14 janvier 2014.

Au niveau national le SNUipp-FSU, syndicat de la FSU dans les écoles, a réaffirmé qu'il ne s'associait pas aux conclusions de la présidente du comité national des rythmes auditionnée au sénat puisque ce rapport ne reflète pas la réalité du terrain. Il ne s'appuie sur aucune donnée chiffrée et ne fait pas un bilan exhaustif des remontées des Comités de suivi départementaux

Au niveau départemental, malgré nos demandes successives et les engagements pris par le directeur académique, nous n'avons ici non plus aucun bilan ni comités de suivi des rythmes d'ailleurs...

Depuis le début, le SNUipp-FSU demande que des bilans et des préconisations sérieuses et concrètes soient proposés à l'étude des instances sur les problèmes en maternelle, les transitions scolaire/périscolaire, l'organisation des locaux scolaires, la charge de travail des directeurs d'école, la prise en compte de l'avis des conseils d'école et des conditions de travail des enseignants...

Ce constat que nous dressons de la mise en œuvre de la réforme des rythmes valide pleinement notre position : oui à une réforme des rythmes scolaires, mais pas dans le cadre du décret actuel. Nous continuons à en demander l'abrogation de la réforme Peillon.

Pourquoi ce constat au niveau départemental : ou le directeur académique n'a pas les moyens ni le temps de faire ce travail et c'est grave pour la qualité du service public, ou alors il s'agit de la volonté de n'informer ni les enseignants, ni les parents, ni les élus des difficultés pourtant avérées de mise en place de la réforme et c'est grave pour la démocratie.

Et pourtant nous l'avons toujours dit, si une organisation du temps scolaire donne satisfaction aux élèves et à leurs enseignants, le SNUipp-FSU s'en réjouit, encore faut-il prendre la mesure des difficultés objectives rencontrées dans nombre d'écoles. La FSU tient d'ailleurs à rappeler l'avis de plus de 24 000 collègues interrogés en novembre 2012 : la réforme des rythmes n'était pas la priorité n°1. Les enseignants du primaire auraient préféré qu'on reconstruise d'abord tout ce qui avait été mis à mal, dégradé, dans l'école ces dernières années :

- abaisser de manière significative les effectifs dans les classes à l'inverse de ce qui s'est passé ces deux dernières années et ce qui se profile pour la carte scolaire 2014
- mettre en place partout le "plus de maîtres que de classes" version SNUipp c'est-à-dire sans dérèglementation
- rétablir partout les possibilités d'accueil des 2 ans dans des conditions acceptables
- recréer des postes de remplaçants en nombre suffisant
- recréer la formation continue qui a disparu, tout comme pour les RASED, sacrifiés eux aussi.
- donner du temps de décharge pour TOUS les directeurs, en particulier ceux des petites écoles, et plus de temps de concertation pour tous les enseignants.

Nos collègues sont exaspérés que l'on ne prenne pas en compte les vraies priorités au primaire que sont, à leurs yeux, les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants. Cette priorité au primaire marche à l'envers, la réforme des rythmes n'était pas le chantier le plus urgent.

Plus personne ne croit que c'est uniquement en modifiant les horaires de classe que l'on va améliorer la réussite des élèves et nos conditions de travail ! Nous dénonçons le choix du ministre qui consiste à utiliser la réforme des rythmes pour organiser la municipalisation du service public d'éducation, l'inégalité de traitement des élèves et des enseignants sur le territoire, la casse du statut. Il est aussi urgent de se poser les vraies questions et de faire les bons choix. Quel est l'enjeu fondamental pour notre école ? Est-ce le périscolaire, ou est-ce la réussite de nos élèves, celle qui se construit d'abord et avant tout sur le temps scolaire ?